

Les caisses de grève, "psychologiquement ça aide à maintenir le combat"

Tenir le coup. Après cinq mobilisations, dont quatre en semaine, l'addition peut très vite être salée pour les salariés aux revenus modestes

Par Louis AUBRY



"Rasta" et des syndicalistes de l'UL CGT de Vitrolles devant leur "camion-snack" sur le vieux port à Marseille, lors l'acte 5. PHOTO LOUIS AUBRY





Newsletter Actualités

Recevez chaque semaine toute l'actualité de votre région

S'inscrire 



"Sandwich + Boisson 3€" Non, il ne s'agit pas là du dernier snack phocéen qui défie les lois de l'inflation et de la fiscalité. Mais plutôt de l'alléchante affiche collée sur l'une des vitres du fidèle utilitaire aux couleurs de l'UL CGT de Vitrolles. Mobilisé ce jeudi sur le Vieux-Port à Marseille (1er) pour l'acte V, il remplissait parfaitement son rôle à la croisée des chemins entre base arrière, stand de casse-croûte et débit de boissons. Speaker en bonus à l'arrière. "N'hésitez pas, il n'y en aura pas pour tout le monde !", lance-t-il au micro. À la manœuvre des ventes, deux bénévoles de l'UL, dont "Rasta", surnom sans aucun doute accordé par les longues dreads qui dépassent de son couvre-chef. "C'est pour faire une caisse de solidarité pour tous les grévistes. On prépare nos sandwiches le matin avant la manif, on vient, on les vend, lâche-t-il simplement, interrogé sur la formule star à trois euros. *Tout le bénéfice part dans ces caisses.*" Et visiblement, le snacking sauce CGT fait recette à Marseille. L'UL de Vitrolles arrive à dégager près de 500 euros par mobilisation, chiffre annoncé par Rasta. "C'est surtout pour aider les salariés qui ne touchent plus d'argent. Ça sert à tenir le coup", souligne-t-il.

Les salariés modestes fragilisés

Tenir le coup. Après cinq mobilisations, dont quatre en semaine, l'addition peut très vite être salée pour les salariés aux revenus modestes. Près de "200 euros en moins", avance Élodie Commenges, assistante d'éducation étiquetée SNES. Avec 1 330 euros net par mois, le coup de pouce de la caisse de grève de son établissement est plus que bienvenu. "Ça nous dépanne. Ça ne rembourse pas des journées pleines, mais c'est une compensation comme une autre, se rassure-t-elle. Si je peux récupérer 80 euros, c'est toujours un caddie de courses pour continuer de vivre à peu près correctement. Il faut compter sur la générosité des collègues, en sachant que 70% (d'entre eux) sont en grève. Mais psychologiquement ça aide à maintenir le combat". Et en plus du pot commun "maison", la jeune AED pourra aussi compter sur la caisse de grève syndicale. Mais là, c'est une toute autre histoire car, valeurs et organisation faisant, chaque syndicat a fait ses propres choix.

Et aussi Réforme des retraites : une mobilisation en baisse en période de vacances, les chiffres de la journée en Provence

"En temps et en heure"

Côté CDFT, le conseil national confédéral s'est penché mardi sur la question, obtenant à l'unanimité un assouplissement des règles d'indemnisation de sa Caisse nationale d'action syndicale (CNAS). Elle tourne en circuit fermé, financé par une fraction des cotisations syndicales. Les gilets orange pourront précisément prétendre à 7,70 euros d'indemnisation par heure de grève à partir de 6h45 de mobilisation depuis le 19 janvier. "Ça va justement permettre au mouvement de continuer et de ne pas s'essouffler comme le voudrait le gouvernement", tranche Christophe Martin-Chalamel, de la CFDT Ville de Marseille. Même mode de financement pour Force ouvrière, qui n'a pas communiqué le montant de son coup de pouce aux grévistes. Il faut en revanche justifier de trois jours de mobilisation. "Le fonds de grève n'est pas là pour payer les grévistes, prévient Franck Bergamini, patron de FO 13. Ça suffira pour faire tenir, je l'espère, jusqu'à ce que le gouvernement plie. Mais il va falloir que tout le monde fasse des efforts."

Seule la CGT dénote parmi les poids lourds de l'intersyndicale. Pour l'instant, pas de caisse de grève financée par le syndicat. "On organise la solidarité à partir du moment où les pertes sont importantes avec l'entrée dans un mouvement reconductible", justifie Yann Manneval, secrétaire de l'UD CGT 13. Ce sera peut-être donc pour le 7 mars, date annoncée d'un durcissement du mouvement accompagné de potentiels blocages. "Évidemment, quand on va passer une étape, on s'organisera comme on sait le faire, rassure-t-il. On ne laissera personne à l'agonie parce qu'il a lutté. On s'organisera pour aller chercher les moyens, pour que chacun puisse nourrir sa famille. En temps et en heure."

Et aussi Réforme des retraites : Mélenchon appelle les députés à ne pas "se précipiter" vers l'article sur l'âge de départ

Caisse de grève 2.0

Dépoussiérer la bonne vieille caisse de grève et dépasser les clivages syndicaux. C'est le double pari relevé par la Caisse de solidarité. Depuis sa création en 2016, elle est gérée de manière unitaire par un duo Sud-CGT. Elle s'est imposée comme la première caisse de grève pérenne en France, 100% dématérialisée. Elle permet aux syndicats et aux demandeurs individuels - syndiqués ou non, c'est assez rare pour le noter - d'obtenir une compensation de la perte de leurs revenus due à des grèves.

À ce jour, elle comptabilise près de 4,2 millions d'euros de dons, dont 377 328 rien que pour la mobilisation contre la réforme des retraites. Et son gros point fort, c'est aussi la transparence, à en écouter Romain Altmann, coordinateur. "Il y a une page dans laquelle vous pouvez retracer les dons. Une autre permet aussi de constater à qui ça va", évoque-t-il.

Petite nouveauté cette année, la possibilité de créer sa propre caisse de grève pour soutenir ses salariés et/ou collègues.